

# ÉTAT DES LIEUX DE LA DEMOCRATIE FRANCAISE

En quelques décennies (après-guerre), nous sommes passés ...

- d'une démocratie de **CONFIANCE** à une démocratie de **DÉFIANCE**.
- des électeur et des élus **ALTRUISTES** à des électeurs et des élus **ÉGOCENTRIQUES**
- d'un **ÉTAT-PROVIDENCE** à un retour à l' **ÉTAT-GENDARME**

symptômes	causes possibles (si ce n'est probables)	solutions envisageables
<b>Défiace envers les élections</b> => <b>abstentions :</b>	actuellement voté est inégalitaire, voire litigieux : pas de proportionnelle entre le scrutin est le résultat découpage électoral arbitraire manipulation politique des scrutins possibles etc.	
	voter est une démarche volontaire: inscriptions sur les listes électorales déplacement pour le vote	Inscription automatique à la majorité le vote par Internet possible
	voter est irrationnelle / voter ne sert à rien effectivement, statistiquement le poids d'un vote est négligeable	rendre le vote obligatoire (solution radicale) et/ou incités financièrement au vote et/ou pénalisé financièrement l'abstention
	Le vote est inutile: il ne sert qu'à élir des parasites de la nation	Augmenter la fréquence de démocratie participative directe : référendum local/national/européen/mondial
	le vote ne permet pas de s'exprimer clairement et complètement	bulletin – scrutin rationnel
	le vote ne permet pas de s'exprimer en tant qu'individu mais comme un parmi des millions.	Associées à chaque vote des critères structurants comme : âge sexe profession etc. etc.
	Les résultats de vote sont suspects : sentiment irrationnel d'erreurs ou de fraude massive et généralisée des décomptes.	Rassurer au maximum les électeurs et les candidats Organisation des élections par un organisme indépendant et non par le ministère de l'intérieur. Généralisation du vote électronique sécurisation renforcée (carte à puce, reconnaissances biométriques, code confidentiel, cryptage, etc.) comptage informatique fiable (et en plus, ultrarapide)
<b>Défiace envers les hommes et partis politiques :</b>	Irresponsable juridiquement de part leurs immunité constitutionnel mauvaise image au travers des scandales mélange des pouvoirs	Changement des institutions : une VI république responsabilité juridique des élus justice totalement indépendante
	TOUS POURRIS C'est le sentiments quasi-général de corruption	En contrepartie de ce faible nombre et de l'augmentation des responsabilités, il semble judicieux que le salaire des législateurs soient beaucoup plus élevés qu'actuellement. Cela permettant par la même occasion de limiter la tentation de corruption. Ou du moins de rendre celle-ci impardonnable. Celle ci pourrait être indexé sur le SMIC (par exemple 20-40 fois le SMIC). Comme cela toutes augmentation de leur rémunération doit passé par une hausse du SMIC.
	actuellement les postes de sénateurs sont des retraites dorées et tranquille pour hommes politiques. Leur assurant de plus une immunité parlementaire parfois providentielle. En effet ceux-ci sont élus pour neuf ans par leurs camarades grands électeurs. Actuellement le Sénat a un rôle mineur dans le fonctionnement de la Veme république	Supprimer le senat ne conservé qu'une chambre
	<i>La loi s'applique à tout les français ...</i> - elle doit donc être décidé par des représentant nationaux - elle n'a donc pas à subir l'influences de lobby locaux. Les lois de la république s'appliquent à tous les Français, et n'ont donc pas à être faites par des élus subissant parfois le poids de groupes de pressions locaux.	Élection des législateurs sur un scrutin national
	L'assemblée actuelle comporte quelques centaines de membres (environ de 580 députés & 320 sénateurs en 2007) Un trop grand nombre ne faisant que dé responsabilisera les élus (voir l'absentéisme aux assemblées). Et un sentiments de gaspillage.	Ramené cette chambre unique à un nombre de l'ordre de quelques dizaines de membres.
<b>Défiace envers les institutions, l'État,</b>	Irresponsable juridiquement immunité constitutionnel	Changement des institutions : une VI république

	mélange des pouvoirs	Changement des institutions : une VI république
	soupçon de collusion avec les médias amitié ou relations intimes entre hommes politiques et journalistes idem pour certains patrons de presse.	
	soupçon de collusion avec le monde économique et financier : amitié ou relations intimes entre hommes politiques et grand patron (quand ceux-ci ne sont pas le même énarque)	
<b>Désillusion sur l'efficacité voir l'utilité, des institutions, de l'État</b>	Déséquilibre entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif	Changement des institutions : une VI république les institutions doivent rendre compte publiquement que l'utilisation des deniers publics. Renforcement des pouvoirs de la cour des comptes (actuellement nuls) L'obligation de résultat. Diminution du nombre de fonctionnaires. La notion de rendement et de rentabilité ne doit plus être exclue du vocabulaire de l'État.
<b>Désillusion sur l'efficacité voir l'utilité des services publics.</b>		La redevance TV (les chaînes publiques se financent comme les chaînes privées) privatiser ce qui ne relève pas du service public pur universel, comme : éducation nationale la santé l'assurance-chômage etc.